

# Grand débat national

## Compte-rendu

### Le Dourn – 25/01/19 à 20h30

Mot de bienvenue du maire Eric ALBAR

Mot de bienvenue du Président de la communauté de communes Val 81 Guy GAVALDA

Introduction de Philippe FOLLIOU, député : rappel du contexte et de la démarche du Grand débat national, rappelle qu'il a déjà favorisé le débat depuis le début de son mandat avec les « ateliers du territoire », présente la méthode égalitaire (2 minutes par intervention) et les règles du jeu du débat démocratique et citoyen, exprime son souhait que ces débats soient fructueux, qu'ils voient émerger des points saillants et des propositions au-delà des « doléances ». Justification du choix du lieu du débat, lecture de la charte du Grand débat national par Philippe FOLLIOU et par deux assesseurs, présentation des questionnaires qui peuvent être remplis par les participants en direct ou après la réunion et remis soit en mairie, soit à la permanence parlementaire qui les fera suivre à la Mission Grand débat. Rappel des 4 thèmes principaux du grand débat, qui ne sont pas exclusifs puisque aucune question ne sera mise de côté, et de la feuille de doléances et propositions à disposition de chacun.

## Thème 1 : la transition écologique

1. Monique B : Transition écologique est vitale. Il faut changer les mentalités, notamment sa façon de consommer. Encouragera des modes de consommation vertueuses et profitables (exemple : agriculture biologique). La qualité des productions nous permettra de vivre avec des standards écologiques plus hauts que nos voisins.
2. M. R : D'accord avec intervention précédente. Certains produits agricoles sont produits en France avec des contraintes que nos concurrents n'ont pas : il faut réagir.
3. Nelly S : vie en milieu rural n'est pas adaptée au développement des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle (covoiturage, vélo, pas de train). Les hausses de la TICPE nous handicapent alors qu'on a besoin d'être aidés dans nos déplacements.
4. Marie P : Arrêtons de culpabiliser le citoyen français sur sa façon de se déplacer : ce sont les grandes industries qui polluent plus que les comportements individuels. La voiture électrique n'est pas la solution car pour produire l'énergie il va falloir construire 11 EPR, avec des risques pour la population.  
Traité de libre-échange TAFTA & CETA sont des catastrophes écologiques et humaines. On va noyer le marché français avec des produits sans normes issus des États-Unis et Canada. Ce n'est pas écologique de faire venir des cargos (qui n'avancent pas à l'énergie propre) de ces pays.
5. Patrick B : Sentiment d'injustice est prédominant : on demande des efforts à tous les citoyens qui n'ont pas tous les moyens d'y consentir. Exemple : taxation des carburants pour favoriser changements de voitures. On demande toujours des efforts aux individuels, mais rarement aux grosses compagnies (compagnies aériennes, ferroviaires, bateaux) qui polluent plus que nous, car ils font du chantage à l'emploi.
6. Christian F : D'accord avec intervention précédente. Les spécialistes de la transition écologique ne cessent de stigmatiser les comportements individuels, sans lutter contre les com-

- portements collectifs polluants (activités industrielles, avions, tankers), notamment produits en Asie qu'on ne produit plus en France pour les payer au moins cher.
7. Marie-Claude C : Les gens de ma commune s'interrogent comment ils vont faire s'ils doivent changer les chaudières à fioul pourtant récentes. Pour la plupart, ils ont des petits revenus, alors que c'est un gros investissement.  
Idem pour la voiture : on encourageait l'achat de diesel, plus maintenant.  
Idem pour brûlage du bois dans les cheminées désormais déconseillé.
  8. Gilbert A : « *Green washing* » : on a demandé aux entreprises BTP de passer du fioul rouge au fioul blanc dans leurs activités. Or on passe de 0,90€ à 1,40€/litre. Cela impacte les charges des entreprises, mais je m'interroge sur la différence pour la planète entre le recours à l'un ou l'autre de ces fiouls.
  9. Grégory A : Souhaite que le gouvernement se positionne en faveur de l'agriculture conventionnelle. Tous les agriculteurs n'ont pas la possibilité de faire du bio, le bio déstabilise les modes de distribution de toute l'agriculture et doute sur le bien-fondé de ce mode de production. L'agriculture est porteuse d'emploi sur le territoire. L'État subventionne « une utopie qui à terme nous coûtera cher ».
  10. Christel C : L'agriculture biologique se développe, mais l'industrie agricole et les importations agricoles se développent aussi, entraînant le déclin de l'agriculture familiale qu'on connaît ici. L'industrie agricole devrait être limitée au profit d'une agriculture à taille humaine. Par exemple, les aides PAC au niveau européen devraient être limitées par exploitation pour permettre à plus d'agriculteurs d'avoir une situation viable et favoriser une agriculture de qualité
  11. Gérard L : La pose de pots catalytiques et filtres a été encouragée pour le diesel. Désormais, avec les véhicules électriques, se pose la question du recyclage des batteries. Pourquoi paie-t-on les piles de ces véhicules à vie, qu'on les utilise ou non ? À qui bénéficie cette consommation ?  
Ras-le-bol des taxes et de leur répartition inéquitable entre hauts et bas revenus.  
Comment se chauffer ? On aura bientôt plus droit de brûler le bois.  
Mettons un terme aux décisions des énarques qui sont hors de la réalité.
  12. Antonia R : Il est grand temps de mettre l'humain au cœur de nos choix, de nos décisions. Jusqu'à maintenant seul le gain de l'argent, du pouvoir dictent les décisions économiques et politiques. Les lobbies se fichent de la santé, du bien être de l'homme... l'agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique et tout le reste... tous ces domaines enrichissent les lobbies, les banques et tuent à petit feu la terre et l'humain. Cette logique doit prendre fin.
  13. Guy G : L'exécutif dit vouloir interdire les chaudières fioul d'ici 10 ans et chaque jour on voit des mesures qui sont mis en place soit par le gouvernement ou par des organismes financés par Engie ou par Total pour installer des modes de chauffages avec du fioul ou par de l'électrique. Pourquoi donne t'on la même subvention pour le fioul que pour l'électrique du moment qu'on nous dit que le fioul pollue plus. Que doivent penser les citoyens du territoire quand ils voient que l'on subventionne encore du chauffage fioul par le biais d'une OPAH.
  14. Claudine C : Complète l'intervention de Grégory A. On parle de l'agriculture bio très subventionnée, de l'industrielle, très mauvaise, mais on ne parle pas du conventionnel, une alimentation « pas si mauvaise que ça ». La catégorisation assimilant le bio au bon et tout le reste au mauvais me désole. Notre région accueille beaucoup d'élevages conventionnels où il se produit de la très bonne marchandise. Nos éleveurs ne polluent pas notre planète et nos assiettes, alors que c'est grâce à eux qu'on peut se nourrir.
  15. Jean-François B : Depuis l'invention du diesel, l'industrie pétrolière s'est beaucoup développée, pour devenir un lobby. Il y a une volonté de la part de ces lobbies de ne pas favoriser

le développement de nouvelles technologies (ex : moteur à aimant chinois, piles au nickel japonaises) pour se protéger. Cas similaire des centrales nucléaires qui fonctionnent à l'uranium (hautement toxiques puisque radioactives et dangereuses, sachant qu'aucun responsable politique n'habite près de ces centrales) alors qu'il existe depuis les années 1950 une autre filière technologique de centrales "atomique" non radioactives, dites au Thorium, que l'Asie (Chine , Japon) est entrain de mettre au point. Les dirigeants de la France ont choisi la plus polluante et la plus dangereuse, ils sont donc responsables de cet énorme problème que sera le coût des démantèlements de ces centrales à l'avenir : alors qu'on ne sait que faire des déchets maintenant, des milliards d'euros ont et seront encore gâchés.

16. Hervé T : La pollution qui nous touche n'émane pas que de notre pays. Exemple: les bateaux de croisières, la Chine... polluent beaucoup mais ne se préoccupent pas de lutter contre la pollution.

Produire une voiture électrique est plus polluant que produire une voiture à pétrole : attention que le remède ne soit pas pire que le mal initial.

## **Thème 2 : la fiscalité et les dépenses publiques**

1. Christian F : Je suis heureux de payer des impôts. Le problème est qu'aujourd'hui l'on ne sait plus où vont nos impôts. On a perdu le sens et l'utilité de l'impôt. L'impôt fait mal mais il reste très utile. Il permet de redistribuer les richesses : il préserve la base de la justice dans notre société.
2. Denis T : On entend beaucoup de critiques sur les hommes politiques. Pourtant les dépenses cumulées liées aux hommes politiques du Sénat, de l'Assemblée Nationale et du gouvernement ne représentent que 1 % des dépenses de l'État. Pour autant comment justifier les avantages des anciens élus ? Le même problème se pose pour les retraites des parlementaires : leurs régimes spéciaux posent un problème de justice sociale.
3. M. R : Choqué par la différence de taxation des entreprises entre celles du CAC40 et les TPE/PME. Les grosses entreprises peuvent changer de domiciliation fiscale assez facilement, et je pense qu'il y a des efforts à faire. Toute la fiscalité est à revoir en France. Problème avec la fuite des capitaux continue. Aujourd'hui la fuite des impôts représente des sommes mirobolantes.
4. Jean-François B : En France il existe 205 taxes différentes. Les réformes c'est bien, mais ça profite toujours qu'au riche. On tape sur le petit pour qu'il paie plus de taxes. Si on veut trouver de l'argent, c'est chez les riches, pas les pauvres qui n'ont rien.
5. Daniel C : Proposition : au niveau européen, ne devrait on pas harmoniser taxes et impôts ?
6. Monique B : Oui il y a beaucoup de taxes, mais le problème est que quand la taxe est sensé servir une cause, elle va ailleurs de là ou elle était destinée. Exemple : les taxes pour l'écologie doivent aller à la Transition écologique. De même pour toutes les autres qui sont destinées à quelque chose de précis. On ne veut pas que ça parte au pot commun quand on croit contribuer à une cause.
7. Anonyme : Il y a un grave problème : le surendettement de l'État français. Les financiers ont pris le pouvoir en France. L'État demande aux citoyens de payer des taxes mais pas aux riches. Il ne demande pas aux financiers de réduire leurs dépenses. Il faut supprimer les gaspillages d'argent du pouvoir. C'est irrespectueux. On sent bien qu'on est pas respectés. Celui qui paie des impôts se sent lésé car il voit le gaspillage. Il y a un gâchis dans tous les domaines. Il faut réduire la dette pour résoudre les problèmes.
8. Claudine C : On entend effectivement parler de l'endettement de la France, et de l'utilisation de l'argent public. Au regard et à la connaissance du simple citoyen que nous sommes, cet argent semble bien mal utilisé. Ces doutes sont d'ailleurs confirmés par la Cour des

Comptes qui signale régulièrement des dérapages. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas des sages ou de bons gestionnaires pour gérer notre argent public « en bon père de famille » pour économiser sur des dépenses excessives pour des résultats bien modestes. Je parle plus particulièrement de l'entretien des routes, de la création de locaux publics, qui génèrent des factures à faire trembler les petits contribuables que nous sommes.

9. ANONYME. Le tableau du questionnaire tape sur les retraités, mais on a travaillé pour avoir les pensions de retraites. Les retraites ne sont pas assez élevées par rapport au travail fourni durant sa vie. Quand je vois les chiffres avancés dans ce tableau, je ne les crois pas.
10. Georges F : Le coût de la dette, c'est de l'enfumage, on nous fait croire qu'il y a de la dette pour mieux nous plomber, comme sur tout le reste. Il s'offusque des nouveaux radars pour sécuriser les routes (et de leur prix) qui seraient un moyen de récupérer de l'argent.
11. M. R : Il existe un autre moyen pour récolter de l'argent que de faire payer contribuable. L'État possède des actifs dans beaucoup de sociétés (au plus 31%), mais n'a aucun moyen de bloquer les votes de cette société car les parts ne sont pas assez importantes. Or l'État a beaucoup de participation dans les sociétés. Il faudrait qu'il les revende et mette cet argent dans le remboursement de la dette, fusse-t-elle enfumée. Cela permettrait de baisser la pression sur les ménages.
12. Gilbert A : « Comment renflouer l'État ? » est une question qu'on se pose beaucoup. Mais dans les sociétés, c'est les actionnaires qu'on enrichi, et c'est les salariés qu'on pressurise. Toutes les banques travaillent avec des actionnaires. Tous les salariés ont des briefing pour leur mettre la pression, avec des objectifs à atteindre. Et s'ils ne sont pas atteints, on leur tire les oreilles. Il serait plus judicieux de répartir une part de l'argent qui va aux actionnaires au bénéfice des salariés, ce qui permettrait de faire profiter à tout le monde les profits de l'entreprise.
13. M. R : Réponse à l'intervention précédente. Le problème est que la plupart des actionnaires dans les sociétés françaises sont des fonds de pension américains. Le jeu de ces sociétés est de dire aux américains qu'elles vont rapporter plus que le fond concurrent. Malheureusement c'est un problème qui ne concerne pas la France.
14. Guy G : Je travaille avec des entreprises du bâtiment et du travaux public et j'entends les patrons qui disent qu'ils cherchent des employés pour honorer leur commandes. L'Etat nous dit qu'il baisse les charges patronales, cela devrait permettre au patrons de mieux rémunérer les salariés mais à les entendre, ils paient toujours autant de charges. Je pense qu'il faut créer une dynamique autour de l'emploi manuel, c'est de la main de l'homme que les choses sont nées, et essayer de mieux rémunérer ces métiers là surtout dans nos territoires ruraux. Si les gens ont un travail, ils se sentiront utiles et responsables pour l'avenir de notre société. Cela baisserait la dépense publique de l'Etat et permettrait au gouvernement de mieux rémunérer les petites retraites.
15. Patrick B : Il y a deux choses qui s'opposent dans ce thème. Les citoyens ont besoin de services publics de tous genres, mais en même temps on a pas assez d'argent. Où le trouver ? On en a parlé : impôts sur le revenu, TVA... Mais la TVA est injuste car riche ou pauvre la TVA est la même pour tous. Or elle n'a pas la même incidence selon les revenus. Pour résumer : c'est un sentiment d'injustice.
16. Denis T : Correction : ce n'est pas 1/100 des dépenses du pouvoir politique dans les budgets de l'État, c'est 1/1000. C'est une part très minime mais cela n'enlève rien au problème des avantages.
17. Hervé T : Quand on parle de réduction de dépense publique on diminue les services publics. On nous dit qu'on y aurait accès avec l'informatique. Mais l'informatique marche très bien dans les villes mais pas dans les campagnes (pas de réseaux). En plus, les gens ont du mal à s'en servir. Si l'informatique prend le dessus on est foutus.

18. Jean-François B : J'ai négocié avec le MEDEF en tant que syndicaliste. Ils ne calculent que pour diminuer les salaires. C'est un syndicat que les patrons paient, avec l'argent des ouvriers. Le patron d'une entreprise ne paie pas le syndicat des salariés. Le MEDEF est « une mafia étatique des entreprises filoutes ». Il faudrait supprimer les aides que l'on donne par milliard aux entreprises, les aides qui vont aux actionnaires et pas aux ouvriers. La différence de salaire années après années augmente au sein des entreprises. Les entreprises utilisent l'argument de la compétitivité. Pourtant, la France est le pays qui verse le plus de dividendes aux actionnaires.
19. Sylvie C : Aujourd'hui quand on travaille on ne vit pas bien. Vivre avec un SMIC est compliqué. Il faut arriver avec le fruit de son travail à manger, à avoir un toit, à vivre juste dignement. Même en travaillant certaines personnes sont obligées de vivre sans logement ou dans des logements indécentes et doivent faire appel à des associations pour se nourrir. Ce n'est pas acceptable. Comment en est-on arrivés là ? Comment en sortir ? Il ne faut pas pour autant être négatifs, tous ensemble on va y arriver. Il y a réflexion à avoir sur le coût réel des charges incompressibles, pour modifier le salaire minimum et la politique du logement. J'ai une pensée profonde pour les gens ayant seulement des petits contrats et les chercheurs d'emploi-et non pas « les chômeurs » (on devrait changer le terme car la majorité de ces personnes sont désespérément actives et ne « chôment » pas !) pour qui les problèmes sont multipliés.
20. Antonia R : Depuis le Moyen-âge, « les gens d'en bas », le peuple, travaille pour les seigneurs. Ceux-ci prélèvent toutes sortes de taxes, dîme sur les récoltes, les terres etc... pour subvenir à leur besoins et grossir leur notoriété, leur pouvoir. Pour les garder soumis et taïseux, ont leur jette quelques miettes... Ce ne sont pas les pauvres qui ont besoin des riches (même si on s'évertue à nous le faire croire), ce sont les riches qui ont besoin des pauvres pour continuer à être riches. Cette histoire se répète sans fin. La répartition des richesses n'existe pas, les grosses fortunes et tous leurs acolytes (lobbies, banquier, politique...) veillent trop bien sur leurs divers et multiples privilèges. Quel dommage, que l'humain en soit encore là !
21. Christian F : J'ai un jugement très négatif des syndicats. Si on en est arrivés là, c'est en partie à cause d'eux. Ils ont montré exemple désastreux. Il se sont servis à leur profit, ont détruit les causes initiales du syndicalisme. Les syndicats sont au moins aussi responsables de la situation que le MEDEF.

*Rappel au règlement de Philippe Folliot.*

22. Jean-François B : il justifie son action syndicale en réponse à Christian F
23. Christel C : Une réforme fiscale qui viserait à simplifier le code général des impôts et limiterait les niches qui ne bénéficient qu'à un nombre restreint et n'apporte pas d'avantage à la société serait bénéfique.  
En outre, je pense qu'il serait positif que les aides de tout genre soient fiscalisées par soucis de justice sociale. En contrepartie le barème de l'impôt sur le revenu devrait être revalorisé.

### **Thème 3 : démocratie et citoyenneté**

1. Monique B : Je suis syndicaliste, j'ai participé à des débats, des dialogues sociaux. Il n'y a plus de marge de négociation aujourd'hui, et c'est comme ça qu'on arrive avec des « gilets jaunes » dans les rond-points. C'est un véritable manque de marge de manœuvre que l'on

subit. La disparition des corps intermédiaires dont les syndicats est un problème pour la démocratie.

Sur le sujet immigration/intégration : membre de Réseau éducation sans Frontières, pour moi le problème n°1 pour l'intégration sont les délais d'attente entre le dépôt ou la demande du statut de réfugié à la préfecture/OFPRA et la réponse. Pendant ces délais ils ne peuvent pas travailler alors qu'ils le voudraient. Il faudrait accepter immédiatement leurs requêtes et les aider à apprendre le français. Il y aurait moins de problème.

2. Marie-Claude C : Il y a aujourd'hui beaucoup d'abstention, et les personnes qui s'abstiennent sont les premières à râler et à contester. Je suis favorable au vote obligatoire. Je ne sais pas s'il faut des sanctions et comment ça pourrait se faire, mais les plus « gueulards » et râleurs ne vont pas voter et ce n'est pas normal.
3. Erik P : Incivilités. Je ne comprends pas qu'en France on trouve des zones de non-droits où la police et les pompiers ne peuvent plus aller, même pour secourir les gens. Il faut des solutions pour que ces zones n'existent pas. Je m'inquiète pour les campagnes, ça commence à arriver. Pour l'instant ça va mais jusqu'à quand ?
4. Georges F : Intégration. Les gens qui viennent de l'étranger ne sont pas là pour s'intégrer, mais pour nous détruire, faire leurs lois, imposer leurs modes de vie. Ces gens doivent être expulsés.

#### *Rappel au règlement de Philippe FOLLIOT*

5. Gérard L : Réponse à Georges F : vous n'aimez pas les immigrés. Mais combien de Français travaillent à l'étranger ? Alors s'il vous plaît modérez vos propos.
6. Marie P : Grâce aux « gilets jaunes » (que je soutiens) on a mis en avant le fait qu'on ne nous écoute pas. Il a fallu deux mois pour que le président de la République instaure quelque chose. Je pense qu'en démocratie il serait nécessaire d'instituer le RIC pour chaque grand sujet. Au niveau national comme local. Sans le référendum d'initiative populaire, il n'y a pas de démocratie. Ce sont les dirigeants et les financiers qui commandent. Ils ont ruiné l'humain. On ne nous respecte plus, on ne nous écoute plus. On perd notre dignité. On considère les « gilets jaunes » comme des malfrats. Alors que les gens s'ils sont dans la rue c'est car ils sont dans le désespoir.
7. Hervé T : Le problème est que personne ne veut s'occuper d'association par bénévolat. Par égoïsme ou manque de temps/organisation il devient très difficile de faire quelque chose. Les gens ne veulent pas s'investir dans la vie publique
8. Jean-Marie S : Je suis choqué que tout remonte au Président de la République. C'est anormal. Il faut déléguer aux élus de base. Ce n'est pas vrai qu'il y a trop d'élus. Il leur faut plus de pouvoir. Je suis contre la réduction du nombre de parlementaires. Il faut plus de subsidiarité entre niveaux d'élus. Le Président de la République doit déléguer et ne plus centraliser l'attention et les réponses aux problèmes publics.
9. Patrick B : Le grand mal de notre démocratie et citoyenneté pourrait s'analyser ainsi : la participation des électeurs a régressé. On s'en plaint. Et donc on les accable car « ils s'en fichent ». Mais en analysant, ces abstentionnistes ne votent pas car il y a un sentiment de non écoute. L'Assemblée Nationale n'est pas représentative de la population. Les employés et salariés représentent 50 % de la population, mais à peine 5 % des députés. Idem pour les artisans et les agriculteurs. Il y a une élite de cadres et cadre supérieur qui sont 76 % de la représentation nationale alors qu'ils ne représentent que 15 % de la population. Entendez le problème de compréhension qui en découle.
10. Gilbert A : Représentativité du Parlement. Il y a eu des situations où le non-cumul des mandats maire/parlementaire a été détourné : la femme de devient maire, le mari de devient

sénateur. Les gens de la base en concluent que ces pratiques sont liées au fait que les élus défendent leur poste, ils essaient d'assurer leur place pour assurer leurs arrières.

11. Monique B : Je veux répondre au RIC. Les referendums ne servent pas à répondre à la question posée. Je ne suis donc pas favorable aux référendums. En revanche pour les lois importantes, ne faudrait-il pas consulter la population de plus près puisque les parlementaires ne sont pas si représentatif que ça ? Il faudrait ouvrir des cahiers dans les mairies avec le texte de la proposition de loi que chacun pourrait amender. Cela permettrait de faire remonter les avis des gens sur les textes. Ce système a été ébauché avec la consultation en ligne sur les lois bioéthiques mais le problème est que tout le monde n'a pas accès à internet.

## **Thème 4 : organisation de l'État et des services publics**

1. M. R : Problème du mille-feuilles administratif. On crée sans arrêt des structures « pour faire des économies ». Exemple de l'Occitanie avec les réunions tournantes à Toulouse et à Montpellier. Par manque de place, on loue des emplacements pour faire les plénières régionales. Du coup l'argent public est vite dilapidé.
2. Erik P : L'administration et les services publics quittent de plus en plus les campagnes. Quand on est actifs, on peut les rencontrer en ville, mais qu'en est-il pour les retraités qui ne peuvent se déplacer (les services publics ne sont plus dans les villages). Ils ne peuvent pas forcément utiliser internet car ils ne sont pas équipés ni formés. Par exemple, la trésorerie de Valence a fermé, du coup les personnes doivent aller à Carmaux. Ils se rabattent sur leurs connaissances pour leur rendre les services. Où est le service public à ce niveau-là ?
3. Christian F : Les médecins sont presque un Service Public. Aujourd'hui les pompiers sont des urgentistes car on ne trouve plus de médecins, même en ville. Je pense aux personnes isolées, malades qui doivent appeler un numéro anonyme qui les aiguille plus ou moins bien et en dernier ressort vers les pompiers pour des choses parfois bénignes. On descend à Albi et on attend aux urgences. Cela crée une insécurité dans les campagnes. Les personnes âgées ont peur de comment elles seront soignées. Aujourd'hui toutes les communes ont des problèmes à trouver des médecins. Les mesures actuelles dont on entend parler ne semblent pas avancer. On aura tous besoin de ce service. Je n'ai pas la solution mais il est urgent d'en trouver une.
4. Gérard L : « Pour le service public il faut de l'argent ». J'ai vu que les dégradations de radars ont entraîné une perte de recettes pour l'état de 500M€. Ce qui veut dire que 2Md€/an de recette. Cet argent ne serait pas mieux utilisé en payant des infrastructures médicales ? Que fait-on de cet argent des radars ? Même les routes ne sont pas entretenues, vous faites la fête avec cet argent.
5. Monique B : Les radars à réparer coûtent cher par les recettes non perçues et les réparations. Disparition des services publics en zone rurale est désastreuse. Je suis allée à La Poste où il y a une Maison des Services Au Publics (MSAP). Le préposé m'a aidé et ça marche bien. Mais ce n'est pas commode. Est ce qu'à la place de la trésorerie qui a fermé on aurait pu y installer la Maison des Services Aux Publics ?
6. Patrick B : La désertification des milieux ruraux est catastrophique. On sait qu'il faut de l'argent pour fournir des services publics, mais on a toujours le sentiment que c'est nous qui subissons les conséquences des économies pour les dépenses publiques. En campagne, pour les enfants on a des coûts supplémentaires (internat, transports). Pour aller à x endroit, en plus de ça il faut prendre la voiture, avoir des délais pour des rendez-vous de plus en plus longs. Bref, un état général pas flamboyant, et le sentiment que ça ne va pas s'améliorer.

7. Sylvie C : Dépense publique : constat sur ce qui pourrait être économisé. Des économies pourraient être faites quand les fonctionnaires sont abrités dans bâtiments loués et ne travaillent que sur ordinateur. On pourrait par exemple remplacer ce fonctionnement par du télétravail. Nous avons tous des idées de dépenses inutiles, comme les dépenses inutiles de locaux. Il faut que l'État fasse un vrai audit des dépenses qu'on pourrait éviter.
8. Christel C : je ne suis pas pour le développement du télétravail à outrance. C'est simplement incompatible avec les missions du service public et développe l'individualisme. Le problème des locaux ou emprise immobilière des fonctionnaires, c'est qu'il a été souvent fait le choix de louer au privé, ce qui coûte extrêmement cher (à chaque nouvelle structure créée notamment au fil des réformes continues) au lieu d'adapter les locaux existants dont les cités administratives.

Sur le questionnaire remis lors du débat, il y a les dépenses dont celles des services publics qui ne sont d'ailleurs pas prépondérantes dans le budget mais il n'y a pas les recettes. Ce qui est dommage pour avoir une vision éclairée.

De plus les questions sont orientées, les services publics y sont systématiquement présentés comme une charge pesant sur la collectivité et jamais comme un avantage alors même que les citoyens demandent plus de services publics dans les territoires (n'est-il pas honteux de consacrer si peu de moyens à la justice par exemple?)

Il serait bien que les gouvernants arrêtent leur présentation hypocrite car si les services publics ne sont pas réalisés par des fonctionnaires, ils sont délégués au privé et coûtent tout aussi cher aux citoyens. Par contre, ils ne joueront plus leur rôle face aux inégalités sociales et territoriales, ce qui renforcera le sentiment d'abandon d'une grande partie de la population.

Remerciements de Philippe FOLLIOU, député, pour la qualité et la tenue du débat. Dans le cadre de ses vœux pour l'année 2019, il souhaite une France apaisée et rappelle l'importance du débat.

Invitation du maire à un pot convivial.

Conclusion et remerciements de Guy GAVALDA, Président de la communauté de communes, pour l'organisation du Grand débat. Il appartient aux maires d'organiser de nouveaux débats.